

J'ai dû louper un épisode...

les interviews de Pascale Fourier

En collaboration avec le site « Mémoires des luttes »

Aurélien Bernier,

auteur de « La gauche radicale et ses tabous », Éditions du Seuil

Interview de janvier 2014

Thème: Politique !

« La gauche radicale et ses tabous – Pourquoi le Front de Gauche échoue face au Front National »

Pascale Fourier : Aurélien Bernier, vous avez écrit un livre qui s'appelle La gauche radicale et ses tabous, mais, ce qui m'intéresse le plus, c'est le sous-titre "Pourquoi le Front de Gauche échoue face au Front National"? Oui, pourquoi...?

Le flou du programme du Front de Gauche

Aurélien Bernier : Pourquoi? D'après moi, c'est parce que le Front de Gauche n'est pas suffisamment clair sur les questions essentielles que sont le protectionnisme, la souveraineté nationale et la rupture avec les institutions européennes. Quand on lit le programme du Front de Gauche de 2012, on voit apparaître la notion de protectionnisme, on voit apparaître la notion que j'avais développée dans un livre qui est paru en 2011 et qui est celle de "désobéissance européenne", mais on les voit apparaître de façon extrêmement timide. Par exemple, le Front de Gauche propose un protectionnisme à l'échelle de l'union européenne, où il propose de désobéir à un certain nombre de directives de l'Union Européenne, notamment celles sur les services

publics, mais on n'a pas véritablement de projets de rupture claire avec la mondialisation, le libre échange, ni avec l'Union Européenne. Sur la question de l'euro par exemple, le Front de Gauche ne propose pas de sortir de la monnaie unique : il propose de changer la monnaie unique, ce qui suppose d'avoir l'accord de tous les Etats membres de l'union monétaire, ce qui est un vœu pieu, puisque la monnaie unique a été faite pour mener des politiques ultralibérales, qu'elle est défendue par une majorité d'Etats, et que donc, il n'y a absolument aucune chance, à court terme, de changer les politiques monétaires, comme il n'y a absolument aucune chance à court terme de mettre en place un protectionnisme européen puisque l'Union Européenne est totalement vouée au libre-échange.

Le Front de Gauche est donc flou sur ces questions. Par contre, le Front national, qui a compris qu'il y a une attente de la population vis-à-vis du protectionnisme, vis-à-vis de la rupture avec l'Union Européenne, lui est beaucoup plus clair. Et c'est, à mon sens, une des raisons pour lesquelles le Front national aujourd'hui réalise de meilleurs

scores que le Front de gauche aux élections.

Un nouveau vote FN

Pascale Fourier : Du coup, vous supposez que le vote Front national est un vote sensé? Ce n'est pas seulement un vote de protestation?

Aurélien Bernier : Non, ce n'est plus un vote de protestation. Cela l'a été à une époque. Dans les années 80, c'était encore un vote de protestation. Je pense que, depuis les élections présidentielles de 2002, on ne peut plus dire que le vote Front national est un vote de protestation. On s'en souvient, Jean-Marie Le Pen arrive au 2ème tour de l'élection présidentielle. Il réalise un bon score, aux alentours de 17% au premier tour de l'élection. Et au 2ème tour, il gagne plusieurs centaines de milliers de voix par rapport à son score du 1er tour, ce qui veut dire que la plupart des électeurs qui avaient voté Jean-Marie Le Pen au 1er tour confirment au 2ème tour. Et, comme il augmente son score, on voit que des gens qui avaient voté pour d'autres candidats ou qui s'étaient abstenus se déplacent au 2ème tour pour voter pour Jean-Marie Le Pen, alors même qu'on se rappelle qu'il y a eu une campagne absolument incroyable contre le Front national dans les médias : de façon tout à fait officielle, un certain nombre de personnalités avaient fait des spots contre le Front national, à juste titre, mais cette mobilisation contre le Front national n'a pas du tout produit le résultat qu'on aurait pu attendre, c'est-à-dire une baisse du nombre de voix du Front national ; au contraire le Front national augmente son score. On n'est donc plus sur un vote protestataire, on est sur un vote d'adhésion.

Et, avec l'arrivée à la direction du Front national de Marine Le Pen, on est encore plus sur un vote d'adhésion, puisque Marine Le Pen a rajouté des éléments nouveaux dans le programme du Front national, en tous cas dans le discours du Front national, de plus en plus « social » - en mettant quand même évidemment des guillemets au terme social, puisque ce n'est pas un discours social dans le

même sens que le discours du Front de Gauche, mais malgré tout, avec des arguments qui sont empruntés, qui sont même parfois du copié-collé de ce que peut dire la Gauche sur l'interdiction de licenciement des entreprises qui font des bénéfices, sur le renforcement du service public... Et on le voit aussi dans les enquêtes d'opinion, où malheureusement, Marine Le Pen réalise des scores sans aucun rapport avec les scores de son père, quand on interroge les gens sur la crédibilité et la sympathie finalement qu'ils éprouvent vis-à-vis de Marine Le Pen.

On a donc un véritable changement dans le vote Front national. On le voit également au niveau des classes sociales qui votent pour le Front national, où de plus en plus l'électorat ouvrier s'oriente vers le Front national avec des arguments tout à fait clairs, qui sont que la gauche a abandonné le monde ouvrier, et qu'aujourd'hui le monde ouvrier, en tout cas, en partie, se sent mieux défendu par le Front national, et notamment avec les arguments que développe le Front national sur le protectionnisme, contre la mondialisation et contre l'Union Européenne .

Pascale Fourier : Certains pourraient vous dire que le discours du Front national sur les thématiques que vous développez n'est que tactique, que finalement, le Front national n'y croit pas vraiment...

FN : un nouveau discours

Aurélien Bernier : On peut le penser à juste titre, puisque le Front National a fait un retournement absolument spectaculaire. Dans les années 80, il était tout à fait ultra-libéral. Jean-Marie Le Pen chantait les louanges de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher. Dans son programme de 1988, par exemple, il considérait que l'Union Européenne , la construction européenne était une chance, puisque cela allait permettre d'adapter la société française aux réalités de la construction européenne et notamment de réduire le poids de l'État , de réduire le nombre de fonctionnaires, de réduire la

réglementation : c'était donc un discours tout à fait ultra-libéral.

Mais ce discours a changé tout-à-fait brutalement au début des années 90. Alors pourquoi? Parce que l'ennemi historique du Front national, qui était le communisme, c'est-à-dire l'Union Soviétique, mais aussi le Parti Communiste en France, était en train de s'effondrer à l'Est. Le Parti Communiste était en grande difficulté électorale, et donc l'ennemi historique du Front national était en mauvaise posture. Le discours anticommuniste du Front national dans les années 70 et 80 n'était donc plus forcément aussi pertinent. Et puis on a eu surtout une accélération de la mondialisation ultra-libérale, avec notamment la préparation du traité de Maastricht. Et là, le Front national comprend qu'il a beaucoup plus à gagner à passer sur un discours anti-mondialiste et sur un discours de rejet de la construction européenne qu'à continuer à développer un discours ultralibéral.

On a donc vraiment un changement de veste en l'espace de quelques années. Et à partir de là, le Front national commence véritablement à gagner du terrain dans l'électorat ouvrier, dans les classes populaires qui souffrent le plus de la mondialisation. Effectivement, ce revirement est extrêmement suspect et on peut se demander si le discours que tient Marine Le Pen sur les questions sociales, cette critique assez virulente du capitalisme - on a parfois l'impression d'entendre un dirigeant de gauche radicale ou un dirigeant alter-mondialiste - n'est pas suspect... Effectivement c'est suspect, mais on ne peut pas baser un argumentaire là-dessus pour espérer affaiblir le Front national parce que les populations les plus jeunes qui votent aujourd'hui n'ont pas connu le Front national ultralibéral et surtout parce que le Front national ultralibéral, c'était celui de Jean-Marie Le Pen. Aujourd'hui, la personnalité qui dirige le Front national n'est plus la même et il est donc assez difficile d'utiliser cet argument-là.

Par contre, il y a d'autres arguments qui sont beaucoup plus utiles. Même si Marine Le Pen croyait

véritablement ce qu'elle dit, on sait qu'au sein du Front National cette option anti-mondialiste et de rupture avec la construction européenne n'est pas partagée par tout le monde et qu'il y a des clivages importants au sein du Front national. S'ils arrivaient au pouvoir, il y a donc de grandes chances qu'il leur soit extrêmement difficile d'appliquer le programme qu'ils défendent aujourd'hui.

Mais ceci dit, avant d'en arriver là, il faut arriver à endiguer cette montée du Front national et la seule solution pour la Gauche d'arriver à endiguer cette montée, eh bien c'est de développer un discours clair et sur la mondialisation et sur les questions européennes.

Pascale Fourier : Finalement, ce que vous voudriez, d'une certaine façon, c'est que la gauche radicale, le Front de gauche en particulier se ressaisisse des thématiques que défend Marine Le Pen ? Vous voudriez finalement que la gauche se construise sur les thématiques d'extrême-droite ?

Aurélien Bernier : Non. Je voudrais que la Gauche revienne à un discours qui était le sien il n'y a pas si longtemps que cela, puisque, avant que le Front National ne reprenne dans son programme la question du protectionnisme et la question de la rupture avec les institutions européennes, il faut se souvenir que c'est la gauche radicale, et notamment le Parti Communiste Français qui défendait ces positions.

PC : un nouveau discours...

Le Parti Communiste, comme le Front national, a fait un retournement à la fin des années 90, mais un retournement dans l'autre sens. Jusque en 1997, le Parti Communiste était pour la défense de l'industrie française, y compris en prenant des mesures protectionnistes. Il critiquait, à juste titre, les négociations dans le cadre du GATT, qui ont donné naissance à l'Organisation Mondiale du Commerce ; il utilisait des slogans comme « fabriquons français ». Et le Parti Communiste était

extrêmement radical sur la question européenne. Il considérait, à juste titre encore une fois, que la construction européenne était la construction du capitalisme à l'échelle européenne, et que cette construction avait pour objectif de priver les peuples de leur souveraineté. Donc, quand on relit ce qu'écrivaient les dirigeants du Parti Communiste dans les années 90, et notamment au moment de la campagne de Maastricht où ils luttèrent contre la ratification du traité de Maastricht, le Parti Communiste était tout-à-fait opposé à la construction européenne.

Et, en fait, le Parti Communiste a abandonné cette position en 1997, pour rentrer au gouvernement de gauche plurielle formé par Lionel Jospin. Et cela a été une condition, un ultimatum mis par le Parti Socialiste qui a dit de façon tout à fait claire - je cite les phrases exactes dans mon livre - que le Parti Communiste ne pouvait pas prétendre gouverner avec le Parti Socialiste s'il ne changeait pas ses positions, notamment sur les questions européennes et sur la question de la monnaie unique. Le PC, qui était opposé à la création de la monnaie unique, passe alors à un discours beaucoup plus flou, disant qu'il fallait changer les conditions de la création de la monnaie unique. Le PC, qui était très opposé à la construction européenne, devient alter-européiste, pour la construction d'une « autre Europe », et commence donc à faire croire qu'on va pouvoir changer la construction européenne de l'intérieur.

Évidemment ce discours est beaucoup plus acceptable pour le Parti Socialiste, parce que, si le Parti Communiste avait gardé un discours de rupture avec l'Union Européenne, étant donné que le Parti Socialiste voulait continuer à construire l'Europe et construire la monnaie unique, eh bien il y aurait eu vraiment un point de rupture ! Quand le PC dit qu'il veut construire une autre Europe, d'accord, mais du coup on est quand même favorable à l'intégration européenne... Ils deviennent de fait « socialo-compatibles »... Et finalement le Parti Communiste a abandonné son discours historique sur la critique de l'Union Européenne et sur la critique de la

mondialisation, pour rentrer au gouvernement de gauche plurielle.

Le problème, c'est que le Front national, quelques années avant, avait justement pillé le discours du Parti Communiste sur la critique de l'Union Européenne et la critique de la mondialisation. Et donc, quand le Parti Communiste opère ce changement, le Front national devient le seul parti à critiquer véritablement radicalement et la mondialisation et la construction européenne.

Pascale Fourier : J'ai un petit peu de mal à comprendre pourquoi Mélenchon par exemple ne s'aperçoit pas de la nécessité de revenir sur ces thèmes : importance du protectionnisme, vrai questionnement sur l'importance de la souveraineté nationale...

Aurélien Bernier : Le Parti de Gauche, à mon avis, est beaucoup plus radical sur les questions européennes et sur la question du protectionnisme que ne l'est le Front de gauche dans son ensemble. Le problème, c'est qu'aux élections de 2012, c'était le Front de gauche qui présentait un candidat à la présidentielle et des candidats aux élections législatives. Et le programme du Front de gauche était le résultat d'une négociation entre les différentes composantes du Front de gauche.

Impasse(s)

Même si le Parti de Gauche est plus enclin à la désobéissance européenne et au protectionnisme, il a encore un problème par rapport à la sortie l'euro, puisqu'il est toujours sur une ligne de réforme de l'intérieur de la monnaie unique, qui à mon avis ne tient pas une seconde. Dans la négociation avec le Parti Communiste, les choses se sont équilibrées sur une position médiane, qui est une position de « protectionnisme européen », de réforme des politiques européennes de l'intérieur et de désobéissance européenne partielle. Le Front de gauche est prêt, à priori, d'après ce qu'on en comprend quand on lit le programme, à désobéir à

certaines directives ultralibérales, mais il n'est pas prêt à restaurer la souveraineté nationale par rapport au droit communautaire.

Cela signifie que la désobéissance européenne telle que le Front de Gauche la conçoit mène à une impasse. Puisque si on ne restaure pas la souveraineté du droit national sur le droit communautaire, cela signifie que, si on dénonce une directive et qu'on prend une loi qui est contraire à cette directive, cette loi pourra être attaquée devant le Conseil d'État, le Conseil Constitutionnel, et sera inévitablement cassée, puisque dans la Constitution française aujourd'hui le Traité de Lisbonne a été inscrit, et que donc une loi qui serait contraire au Traité de Lisbonne serait jugée inconstitutionnelle. On est vraiment donc entre deux eaux et on a un programme qui renonce à aller jusqu'au bout de la logique. Et à mon sens, c'est pour cela qu'il n'est pas crédible.

Pour prendre un autre exemple, sur la question de l'euro, quand le Front de gauche dit qu'ils vont aller négocier avec nos partenaires, notamment notre partenaire allemand, pour une refonte des politiques monétaires, non seulement il n'y a aucune chance que cela aboutisse parce que l'Allemagne est totalement accrochée à cette orientation ultralibérale et à cette conception de la monnaie, mais en plus le Front de gauche ne se rend pas compte que c'est ce discours qu'a servi le Parti Socialiste et avec lequel le Parti Socialiste a trahi. Que ce soit Mitterrand ou Jospin ou encore Hollande l'an dernier, qu'est-ce qu'il ont fait? Ils nous ont dit : « Ecoutez on va aller voir discuter avec nos partenaires, vous allez voir ce que vous allez voir, on va faire l'Europe sociale ! ». Ils sont allés négocier avec leurs partenaires et ils sont revenus sans avoir absolument rien obtenu, en s'étant couchés. Et donc évidemment les électeurs se sont sentis trahis à juste titre. Et finalement en proposant une réforme de l'intérieur de l'euro, le Front de gauche donne un discours qui est le même que celui que le Parti Socialiste a utilisé pour tromper son électorat. Ça n'a donc absolument aucune chance de fonctionner et de convaincre les gens qu'on

arrivera à une rupture avec l'Union Européenne par des moyens tels que ceux-ci.

Le Front de gauche aurait donc beaucoup plus à gagner à être clair et à dire que la monnaie unique non seulement ne fonctionne pas, mais en plus un mauvais outil. Par contre, il est tout à fait possible de coopérer entre Etats en ayant des monnaies nationales et en menant des coopérations monétaires. Ce discours sur la sortie de l'euro est donc un véritable tabou aujourd'hui pour le Front de gauche.

Pascale Fourier : En somme, à vous écouter, je suis un petit peu surprise... Si on considère que le protectionnisme peut être une bonne chose - on peut le penser par exemple si on est ouvrier et que l'on voit son travail partir ailleurs-, que la souveraineté nationale est une valeur importante, si on pense qu'effectivement une rupture avec les institutions européenne est une chose nécessaire, voire même une sortie de la monnaie unique..., alors il faut voter Front national... Votre livre nous amène à penser qu'il faut voter Front national... Ça m'ennuie un peu...

Un Front National pas si « anti-système » que cela

Aurélien Bernier : Pas du tout. Il n'y a absolument aucun risque. Et justement cela a été, et c'est encore à mon avis, l'erreur du Front de gauche, de confondre des mesures ponctuelles de rupture avec l'ordre économique avec le projet. Ce n'est absolument pas grave, à un moment donné, de dire comme le Front national qu'il faut sortir de l'euro, qu'il faut mettre en oeuvre du protectionnisme, qu'il faut rompre avec la construction européenne. Ce n'est pas grave, parce que ce ne sont que des mesures techniques et que le projet politique est radicalement différent.

Pourquoi? Parce que le projet du Front national, finalement, c'est de restaurer la compétitivité de la France dans une concurrence internationale inchangée. Le Front national ne dit absolument rien

sur le fait de refonder l'ordre économique international sur des bases différentes. Ce qu'il souhaite, c'est simplement protéger le capitalisme français avec des mesures protectionnistes, mais continuer à lui permettre d'exporter massivement, continuer à inonder un certain nombre de pays avec nos exportations. Il n'y a absolument aucun projet de coopération avec des Etats-tiers, dans le sens de passer d'une logique de libre concurrence à une logique de solidarité. On est véritablement sur la défense du capitalisme franco-français.

Pourquoi la Gauche radicale se condamne à l'impuissance

Le projet de la gauche est radicalement différent, en tous cas, il doit être radicalement différent. L'objectif n'est pas de rester dans l'ordre économique international, de rester dans une logique de libre-échange. Il faut utiliser ces outils de rupture que sont la désobéissance européenne, la sortie de l'euro, le protectionnisme, pour mener des politiques complètement différentes. Et là, il y a une différence majeure. Le problème, c'est que la gauche radicale a peur de l'amalgame avec le Front national si elle propose les mêmes outils techniques de rupture. À mon sens, c'est une erreur terrible. Parce que tout le monde peut comprendre que les projets sont radicalement différents, qu'il n'y a aucune chance que la gauche radicale tombe dans le nationalisme, tombe dans le fameux « repli sur les frontières nationales ». Au contraire, la gauche radicale doit affirmer son internationalisme. Mais en s'interdisant de dire qu'il faut du protectionnisme, qu'il faut de la désobéissance européenne et qu'il faut sortir de l'euro, la gauche radicale se condamne à l'impuissance.

Et comme elle se condamne à l'impuissance, elle se condamne à l'échec électoral puisque elle n'arrive pas à convaincre ni les populations les plus touchées par la mondialisation, ni les abstentionnistes qui ont déserté les élections parce qu'ils ne croient plus aux politiques. Elle n'arrive pas à les convaincre d'aller voter pour elle. Et tant que

l'on sera dans cette espèce de demi-mesure, eh bien on renforcera l'abstention et on renforcera le vote Front national.

Pascale Fourier : Je ne suis pas complètement convaincue par vos arguments tendant à dire qu'existent vraiment deux projets radicalement opposés... Que le Front national veuille rester dans un régime économique de libre-échange ne me semble pas complètement évident...

FN - gauche radicale : deux projets bien différents

Aurélien Bernier : Ce n'est pas rester dans un régime de libre-échange, c'est plutôt, finalement, pratiquer ce que pratiquent les États-Unis, c'est-à-dire mettre en œuvre des mesures protectionnistes pour protéger l'économie nationale, mais bénéficier des avantages du libre-échange pour continuer, évidemment, à exporter et à augmenter les profits du capitalisme français. C'est donc évidemment un double discours, comme les États-Unis, depuis des années, des décennies, tiennent un double discours en prônant le libre-échange et en mettant en place des mesures protectionnistes. Finalement, le discours que développe aujourd'hui Marine Le Pen, c'est un peu un discours de retour aux Trente Glorieuses, un discours productiviste qui vise clairement à défendre le capitalisme national, même si elle critique les grandes multinationales et les grandes puissances économiques. Mais il n'y a absolument aucune critique du capitalisme dans le discours du Front national.

A l'inverse, la gauche radicale doit avoir pour programme de rompre avec l'ordre économique international, et donc effectivement de mettre en œuvre des mesures protectionnistes. Et pas des mesures protectionnistes pour se replier sur les frontières nationales, mais simplement pour reprendre le pouvoir économique sur les multinationales, qui ont réussi, grâce au chantage aux délocalisations, à réduire les Etats à l'impuissance. Ce sont donc deux logiques tout-à-fait différentes.

Pascale Fourier : Quel autre ordre international? Vous parlez de coopérations ? Lesquelles?

Vers une « démondialisation » de Gauche

Aurélien Bernier : On est dans un système qui est régi par le libre-échange dans lequel les capitaux et les marchandises doivent pouvoir circuler librement et où cette libre circulation des marchandises et des capitaux permet aux grandes multinationales de s'approvisionner à bas-coûts en matières premières, de produire dans les pays à bas-coûts pour réduire évidemment leur coûts de production, et de vendre leurs marchandises à peu près partout sur la planète, sans avoir à subir ni de taxe, ni de quotas, ni de réglementations trop contraignantes. En fait, ce libre-échange, au départ, a été mis en place pour conquérir de nouveaux marchés et pour pouvoir accéder à des matières premières à bas prix. Et dans les années 70, et encore plus dans les années 80, le libre-échange change de nature : il devient un moyen de mettre en concurrence les travailleurs des pays à bas-coûts de main d'œuvre et des pays occidentaux. Et plus que cela, il permet d'éviter que les pays dits « développés » mettent en oeuvre des réglementations sociales et environnementales trop contraignantes pour les entreprises. Cet argument de la concurrence internationale fait que l'Union-Européenne et les États-Unis ne vont pas prendre par exemple des mesures environnementales trop radicales parce qu'elles pénaliseraient leurs entreprises dans la concurrence internationale. On a donc vraiment un outil de mise en concurrence des Etats les uns contre le autres.

Dans une dé-mondialisation de gauche, telle que moi je la conçois et la défends, l'objectif n'est évidemment pas de se protéger au niveau national du libre-échange et de laisser les autres pays dans un système de libre-échange. Il serait de reconstruire des relations internationales qui ne soient pas basées sur le libre-échange, mais sur le droit de chaque Etat, de chaque économie, à protéger son activité, à protéger notamment l'emploi national, à protéger son industrie, à protéger son agriculture, et

à commercer, mais avec des échanges équilibrés. Un Etat pourrait exporter ou importer, mais pas exporter deux ou trois fois plus que ce qu'il importe. Il ne pourrait faire du dumping social et environnemental vis-à-vis d'autres Etats.

On a des textes qui ont posé, à une époque, les fondements d'un ordre international différent de celui qu'on connaît aujourd'hui, notamment la charte de la Havane, qui à la fin des années 40, proposait la création d'une organisation internationale du commerce basée justement sur cet équilibre des échanges et sur ce droit des Etats à protéger leur économie. Évidemment, ces principes de la charte de la Havane ont été balayés, notamment par les États-Unis, qui voulaient imposer le libre-échange et, à la place, on a instauré l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers, le GATT, puis l'Organisation Mondiale du Commerce. Cette charte de la Havane peut servir d'inspiration. Elle n'est pas suffisante puisque elle n'aborde que des questions commerciales : toute une réflexion est à développer sur des coopérations non commerciales. Et puis la charte de la Havane à la fin des années 40, évidemment, n'intégrait pas les dimensions environnementales. Face à la crise environnementale, on doit aussi penser, dans l'ordre économique international, une gestion des ressources qui soit compatible avec les équilibres écologiques. Il y aurait donc besoin de toiletter, de remettre au goût du jour, cette Charte de la Havane, mais le principe d'un ordre commercial qui soit basé sur un équilibre des échanges existe déjà : il a été écrit en 1947 et 1948.

Pascale Fourier : Et ça, ça ne serait pas le Front national?

Aurélien Bernier : Pas du tout !